

"Il me paraît que le Canada ne saurait mieux démontrer son "loyalisme" qu'en s'inspirant des exemples de la grande nation à qui il a emprunté ses institutions politiques."

Il me semble que cette conclusion, loin de contredire l'opinion exprimée au début, la confirme singulièrement.

* * *

"Mais, m'objectait un brave homme, ce que je ne comprends pas, c'est qu'après avoir prouvé que la politique de l'Angleterre, celle de sir Edward Grey en particulier, est intéressée, cupide et égoïste, vous voulez que nous l'admirions et que nous l'imitions!"

Cette objection est intéressante parce qu'elle démontre jusqu'à quel point le colonialisme et le parochialisme — pour employer un mot anglais fort expressif — ont oblitéré chez nous le sens du devoir national et réduit nos hommes publics au rôle de véritables marionnettes, que les Impérialistes anglais font danser à leur guise.

Le premier devoir d'un homme d'Etat, c'est de bien gouverner son pays, de défendre et de promouvoir les intérêts de son pays envers et contre tous, et d'apporter dans ses relations avec les pays étrangers toute la prudence et la loyauté nécessaires pour servir les intérêts de son pays sans violer les règles de la probité et de la morale publique.

J'écarte la question de bon gouvernement intérieur, qui n'est pas en cause. Dans l'ordre des relations extérieures, j'admire profondément sir Edward Grey et, en général, les grands politiques anglais parce qu'ils sont généralement et constamment fidèles à la double conception du devoir national que je viens de rappeler.

Le devoir national de sir Edward Grey n'était pas de sauvegarder les intérêts de la France ou de la Belgique et de veiller au salut de la Russie, mais de défendre et de promouvoir les intérêts de l'Angleterre. Ce devoir, il a fait des efforts surhumains pour l'accomplir à tout prix; et en poursuivant son objet patriotique il n'a pas manqué un seul instant aux règles de la plus stricte loyauté. Aux uns et aux autres, aux demi-alliés comme à l'ennemi possible, il a tenu constamment le même langage: Je ne m'engage à rien; je ne promets ni la paix ni la guerre; notre action ou notre inaction sera déterminée par l'intérêt de la Grande-Bretagne.

Ce qui fait la force et la grandeur de cette politique profondément nationale, c'est que l'Angleterre la pratique avec un remarquable esprit de suite, une persévérance inlassable et, je le répète et j'y insiste, avec une loyauté parfaite dans ses relations avec les autres puissances.

Les hommes et les formules changent, l'objet immédiat n'est plus le même, les rapprochements et les ententes se modifient, mais l'inspiration suprême et le but ultime ne varient pas: c'est avant, après et par-dessus tout, l'intérêt de l'Angleterre.

Que l'on compare l'attitude et le langage des hommes d'Etat de 1867 et ceux des gouvernants de 1914. En 1867, la politique anglaise est prussophile et anti-française; elle favorise l'agrandissement de l'Allemagne; elle contrecarre les mesures que la France veut prendre pour se protéger contre le Teuton. En 1914, la politique anglaise est anti-allemande et apparemment profrançaise; elle redoute la croissance de